Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

LA FIN DES SOCIÉTÉS

Extrait de la publication

ALAIN TOURAINE

LA FIN DES SOCIÉTÉS

ÉDITIONS DU SEUIL
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIVe*

Cet ouvrage est publié dans la collection
« La couleur des idées »

ISBN 978-2-02-112076-9

© Éditions du Seuil, septembre 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle

www.seuil.com

À Adriana
et à Simonetta
qui ont fait de moi l'auteur de ce livre

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Remerciements

Des versions successives de ce livre ont été préparées de 2010 à 2013. Les premières, élaborées à la fois en France et en Italie, ont bénéficié de la lecture de Simonetta Tabboni, qui a disparu avant l'achèvement de ce travail ; toutes ont profité des observations de Michel Wieviorka, directeur d'études à l'EHESS et administrateur de la Fondation Maison des sciences de l'homme, de Philippe Bataille, directeur d'études à l'EHESS, de Yvon Le Bot, directeur de recherche émérite au CNRS, des encouragements d'Olivier Bétourné, président des Éditions du Seuil, et des conseils de Bruno Auerbach chez le même éditeur.

La préparation des textes a été rendue possible grâce à l'aide efficace du CADIS, de son directeur, Philippe Bataille, de Christelle Ceci et de Camille Hemour.

Je remercie les doctorants et post-doctorants du CADIS qui ont organisé un séminaire auquel ils m'ont invité et qui ont formé le public du séminaire spécial que j'ai donné dans le cadre du CADIS à l'automne 2012. J'étends mes remerciements à Candido Mendes de Almeida, organisateur très actif de l'Académie de la Latinité et à celles et ceux qui m'ont donné l'occasion en Italie, en Espagne, en Turquie, au Chili, dans le cadre des conférences de la Moneda, en Pologne, au Brésil, en Colombie, au Paraguay, de leur exposer et de discuter avec eux les thèmes principaux de ce livre.

Extrait de la publication

Ce travail a été conçu en pensant constamment à ceux et à celles dont le courage et la lucidité ont redonné vie et espace aux luttes sociales et politiques menées pour le retour de la démocratie. Je serais heureux si ma réflexion pouvait les aider dans leurs mouvements de libération.

Introduction

Le déclin du social et des sociétés

J'ai choisi comme point de départ de ma réflexion la rupture entre le capitalisme financier et l'économie industrielle, non seulement parce que telle est la raison directe de la crise financière qui a culminé en 2008, mais parce que cette situation était déjà à l'origine de la crise mondiale de 1929 et que des économistes de cette période, surtout dans la gauche allemande de la République de Weimar, ont développé abondamment ce thème qu'ils ont souvent nommé « impérialisme ». Je ne prétends pas modifier l'analyse économique de cette crise telle qu'elle a été présentée par de nombreux auteurs, au premier rang desquels Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001.

J'ai voulu, dès le départ, redéfinir cette crise en termes sociologiques. Parce que les institutions *sociales* utilisent les ressources à leur disposition, en particulier financières, en conformité avec les orientations de la culture, la rupture entre les ressources et le contrôle institutionnel, culturel et politique de celles-ci aboutit à la destruction des institutions sociales et à la séparation entre, d'un côté, les ressources et, de l'autre, les valeurs culturelles. Comme beaucoup de sociologues, j'ai constaté depuis longtemps

Extrait de la publication

la perte de contenu des institutions sociales, qu'il s'agisse de la démocratie, de la ville, de l'école, de la famille ou des systèmes de contrôle social. J'ai même analysé cette situation dans son ensemble comme une manifestation de la *fin du social* ou, en termes plus concrets, de la *fin des sociétés*. À partir de ces constatations, j'ai cherché une réponse à la question qui ne pouvait plus être écartée : *l'économie financière, devenue sauvage, peut-elle être à nouveau contrôlée, reconstruite ?*

Il existe deux types de réponses à cette question à laquelle nous sommes tous confrontés. Le premier, partant du constat de l'affaiblissement ou de la disparition des normes sociales et morales, conclut que nous sommes nécessairement guidés par des orientations qui sont davantage économiques que sociales, comme la recherche de notre intérêt, ou encore sociales mais non institutionnelles, comme la conscience d'appartenir à une catégorie, à un groupe ou à une organisation culturelle ou politique. Ce qui débouche sur une vision plus fragmentée – ou même entièrement individualiste – de la situation. Ce type de réponse est le plus facile à choisir, et il est en effet celui qui l'est le plus souvent.

Le second, qui correspond à mon choix personnel, consiste au contraire à montrer que ce sont les valeurs culturelles elles-mêmes qui se substituent aux normes sociales institutionnalisées. Ces valeurs sont le plus souvent en opposition directe (et forte) avec la logique du profit et du pouvoir. Ces valeurs ou ces principes ne sont pas sociaux ; ils se tiennent au-dessus des institutions et même des lois. On peut les qualifier de moraux, mais, dans notre civilisation, ce mot est chargé de normes sociales et en particulier de règles de droit. C'est pourquoi je préfère les dire *éthiques*, pour souligner qu'ils ont leur origine en dehors de l'organisation sociale, que leur contenu est universel et s'impose donc aux institutions. Je formulerai plus d'une fois, tout

Extrait de la publication

au long de ce livre, ce principe : *les droits sont au-dessus des lois*. Ce qui a été affirmé avec la plus grande force autant par la tradition chrétienne du droit naturel que par l'Esprit des Lumières.

La reconstruction des conflits

Partout s'observe le conflit entre deux conceptions de l'organisation sociale, qui correspondent aux deux réponses que je viens de mentionner. D'un côté, une conception avant tout rationaliste et quasiment économique des conduites acceptables comme utiles pour le bien public, issue du fonctionnalisme de la sociologie classique. De l'autre, une approche en termes de résistance éthique à la logique des intérêts et du pouvoir. Beaucoup se méfient à juste titre de ce qui peut apparaître comme une tentative de « moraliser » la politique. Quelques auteurs se sont même fait une spécialité de tourner en ridicule et de fustiger ce qu'ils appellent le « droit-de-l'hommisme », une doctrine selon eux aussi prétentieuse qu'inefficace.

Mais il est assez simple de montrer à ces prétendus « réalistes » disposés à se rallier à toutes les formes de *Realpolitik* que ce dont ils croient se débarrasser si facilement est en réalité la démocratie elle-même, que l'universalisme est le fondement de tous les droits réclamés par des catégories particulières, en particulier culturelles et sociales. Et c'est prendre de bien grands risques d'être jugé comme un adversaire de la démocratie que de se moquer des manifestants de la place Tahrir au Caire, de la place Tian'anmen à Pékin, des militantes *indignadas* de la Puerta del Sol à Madrid, des étudiants chiliens de 2011, des manifestants américains de Occupy Wall Street, de la foule qui a contesté la nouvelle élection de Poutine en Russie

ou de ceux qui combattent Bachar el-Assad en Syrie. Les démocrates ne sont pas seulement des victimes ; ils sont aussi des résistants, des dissidents et des combattants. Avec suffisamment de courage et de victoires à leur actif pour que les attaques contre l'idée de droits de l'homme – cette idée sans laquelle la démocratie manquerait de principe fondateur – soient jugées avec la plus grande sévérité.

Ce conflit entre deux théories et deux types de pratiques politiques et économiques opposés n'est pas absolu. S'il l'était, il déboucherait sur la guerre civile, sur la révolution ou la contre-révolution. Ce qui a été le cas dans le passé en diverses régions du monde, et en particulier en Europe, mais pas dans le monde contemporain, fortement marqué par la globalisation, aussi bien dans les sphères financière, industrielle et scientifique que dans celles des réseaux de communication, des médias et de la consommation de masse.

Ce qu'ont en commun les deux réponses que je viens de mentionner, c'est qu'elles sont l'une et l'autre issues d'une approche insistant davantage sur l'*acteur* que sur le *système* et, plus concrètement, sur des acteurs saisis en termes *individuels*, personnels plus que sociaux. Ce qui est vrai aussi bien pour les acteurs dominés par la recherche de l'intérêt et de la rationalité instrumentale que par ceux qui opposent avant tout des droits à des pouvoirs.

Le sujet contre l'identité

La destruction de la société entraîne celle du moi social, défini par un ensemble de rôles tenus dans diverses institutions sociales, comme la famille, l'entreprise, la vie politique. Cependant, à ce moi ne viennent pas seulement se substituer tantôt les désirs individuels, tantôt les principes éthiques. L'obsession de l'*identité* joue aussi son rôle. À la

société détruite ou affaiblie se substitue souvent un retour, à la fois défensif et agressif, à la communauté. Expérience très présente dans le monde d'aujourd'hui, où les nations se sentent menacées et où surgissent presque partout des mouvements d'opinion (et même des politiques) xénophobes, racistes, qui s'efforcent de dresser des barrages à l'entrée des étrangers et d'expulser ceux qui ont commis une faute, fût-elle légère, ce qui conduit à instituer l'abus juridique qu'est la double peine.

L'inquiétude économique grave qui pèse sur l'Europe, et à un degré moindre sur les États-Unis, aiguise la peur et la haine de l'autre, qui n'est plus jugé sur ce qu'il fait mais sur ce qu'il est supposé être, sur sa « nature » interprétée en termes moraux et biologiques, en particulier dans le cas des Roms. Nous connaissons bien la nature de ces « anti-mouvements sociaux », grâce en particulier à Michel Wieviorka, et leurs effets, qui peuvent aller jusqu'aux pogroms ou aux lynchages.

Il est toujours plus difficile de décrire le paradis que l'enfer et le bien que le mal ; c'est pourtant pour nous une tâche essentielle que de bien comprendre de quel ensemble de droits et d'exigences est fait ce qui est seul capable, après l'affaiblissement des institutions sociales, de combattre et de faire reculer la toute-puissance de l'argent et du pouvoir.

J'ai nommé « sujet » cet être de droits susceptible d'être invoqué par n'importe quel individu ou groupe visant à opposer des principes universalistes à des adversaires qui, si puissants soient-ils, ne peuvent invoquer que des raisons particulières pour légitimer leur supériorité et leur pouvoir. J'ai choisi cette notion en étant conscient qu'elle a été l'objet des plus vives attaques venant à la fois des marxistes, des structuralistes et de tous les dévots de l'*homo œconomicus* ; ce qui représente en notre temps un si grand nombre d'ennemis – et si enragés – qu'on a pu croire que la notion de

Extrait de la publication

sujet allait disparaître, avec les derniers restes de l'idéalisme allemand. Si j'évoque ce grand mouvement d'idées c'est parce que notre temps a été marqué au contraire par un retour de Hegel à Kant et à l'universalisme des Lumières, redéfini mais maintenu solidement dans son inspiration fondamentale. Le sujet qui est en nous est ce qui nous donne la capacité et le droit d'être créateurs, c'est-à-dire de renforcer et de défendre notre capacité de créer et de transformer la nature et nous-mêmes.

Capacité qui, quand elle devient consciente, peut être revendiquée par tous – mais qui ne devient consciente que dans les sociétés qui possèdent une forte historicité, c'est-à-dire une forte capacité de se créer et de se transformer. Cette apparente tautologie définit bien en fait le sujet, dont l'action est toujours une réflexion, qui comprend le sens des œuvres créées du point de vue de leur créateur, tout en modifiant une situation, qui est le fruit de l'action des hommes. Anthony Giddens et le groupe qu'il a formé à la London School of Economics ont bien analysé cette réflexivité du sujet.

L'action du sujet se manifeste par deux opérations principales, complémentaires l'une de l'autre.

La première est celle que je viens d'indiquer et que nous désignons sous des expressions comme « prise de conscience ». Tout ce qui détache, distancie un individu ou un groupe de ses appartenances et de ses identités élargit la voie d'entrée du sujet dans cet individu ou ce groupe, et par conséquent accroît leur capacité de devenir des acteurs, c'est-à-dire de renforcer leur responsabilité et leur liberté comme créateurs.

La seconde est la réinterprétation de plus en plus large de nos œuvres en termes de produits d'une création. L'appel à l'universalisme a pris d'abord une forme combative ; il fallait défendre la raison contre les émotions, les appar-

Extrait de la publication

tenances et les religions et l'idée de droits de l'homme contre l'accumulation de statuts, d'obligations et de droits particuliers qui correspondaient aux sociétés où les statuts *transmis* étaient plus importants et plus puissants que les statuts *acquis*. Mais plus la puissance créatrice, en premier lieu celle de la connaissance, a augmenté, et plus la défense de la raison est devenue complexe, en incorporant de plus en plus d'éléments non rationnels mais interprétés par la raison. Nous citons le plus souvent Freud comme la figure emblématique de ces conquêtes de la raison qui pénètrent dans ce qui nous apparaît d'abord comme le contraire de la raison. De sorte que le niveau le plus élevé de présence du sujet en nous, ce que nous nommons notre *subjectivation*, est celui qui éclaire, par la raison et par les droits, les aspects les plus complexes de notre personnalité et de notre vie sociale.

Nous avons déjà rompu avec un rationalisme chargé d'arrogance et prétendant imposer son magistère aux cultures dominées. Mais je suis également sensible – et même davantage – à la nécessité de placer au centre de l'analyse de notre temps notre capacité de création, qui doit nous permettre de triompher du pouvoir arbitraire et destructeur de l'argent comme du pouvoir politique absolu. Je résiste de toutes mes forces à l'abandon de l'esprit de création, au déclin consenti, qui nous infligerait vite, si nous y cédions, les pires souffrances, celles de la chute sans fin de plus en plus difficile à arrêter.

Est-ce parce que les continents que nous avons dominés et envahis sont en pleine croissance que nous devons accepter (ou même désirer) notre chute, comme pour apaiser une culpabilité qui mériterait pourtant des remords plus positifs – pour nous comme pour eux ?

Nous n'avons pas à choisir entre un rationalisme conquérant et colonisateur et le retour à la nature. Nous devons

Extrait de la publication

associer de plus en plus étroitement l'universalisme des droits humains et de la raison avec la diversité des histoires et des cultures et des exigences de notre environnement, de la terre elle-même, menacée par notre désordre et nos excès. Pourquoi aurions-nous à choisir l'équilibre ou le mouvement, l'universel ou la diversité ? Nous pouvons, si nous le voulons vraiment, vivre tous ensemble, égaux et différents, respectueux des autres.

Ce que je ressens, peut-être plus fortement que d'autres, c'est l'angoisse de la chute possible. Peut-être parce que, adolescent, à quatorze ans, j'ai vécu la débâcle de mon pays, que j'ai entendu dans un village du centre de la France l'annonce par Pétain de sa capitulation et que j'ai perçu autour de moi, silencieux mais présent, ce mélange de honte et de lâche soulagement dont je n'ai jamais cessé de sentir la présence menaçante, comme une aile de chauve-souris. Je voudrais tant que souffle la brise du renouveau, celle qui nous ranima à la Libération…

Face à l'impuissance des gouvernements, à l'absence des acteurs sociaux, comment ne pas nous tourner vers nous-mêmes pour nous exhorter au courage de l'espoir, à la volonté d'action, à l'effort de création, d'innovation, de modernisation qui seuls peuvent nous arracher à la perte qui nous entraînerait, si nous ne lui échappions pas, vers les cercles de l'enfer ? Nombre de grandes civilisations ont été recouvertes par les sables, détruites par les conquérants, quand elles se sont divisées en royaumes rivaux. Certes, nous ne sommes pas condamnés à l'échec ou à la chute, mais ceux qui ne regardent pas en face les dangers que nous courons nous désarment, nous endorment dans les jeux et les faits divers – et donnent plus d'audace encore à nos ennemis, qui sont autant en nous qu'autour de nous.

Ce n'est pas aux armes qu'il faut en appeler, et pas non plus à la loi ou à la Révolution ; c'est à la conscience de

Extrait de la publication

nous-mêmes, à la conviction que notre plus dangereux ennemi est aujourd'hui notre inconscience, notre recherche de boucs émissaires, notre trop faible volonté de vivre, notre manque de passion pour l'égalité et pour les libertés. Je me méfie autant du culte de la jeunesse que de l'éloge de la vieillesse et de l'expérience qu'elle a acquise. Il ne nous servirait à rien de nous en remettre à telle catégorie ou à tel homme providentiel ou prétendu tel. C'est au sujet qui est en chacun de nous – et qui seul peut nous transformer en acteurs, en créateurs de notre avenir et de nous-mêmes – qu'il faut donner la parole, afin qu'il nous parle et nous exhorte à la libération de nos projets.

La volonté de vouloir

Il est plus difficile de changer de manière de penser et de vivre que de gouvernement ou de grammaire. Depuis que nous nous sommes sentis assez forts pour ne plus nous représenter nous-mêmes comme les créatures d'un dieu mais comme son créateur, nous avons été entraînés par l'idée que nous devions nous effacer nous-mêmes (et renoncer à l'idée de libre arbitre) et nous identifier à nos œuvres, à nos machines, à nos décisions politiques – et surtout à nos connaissances. Nous nous sommes souvent laissé convaincre que notre force résidait dans le déterminisme auquel nous devions nous soumettre, parce que son langage était celui de la raison et non pas celui des croyances ou des passions particulières. Un siècle ou deux après la formation de ce que nos vieux livres d'histoire appelaient le monde moderne – celui qui était né avec la Révolution française, disaient les Français, ou plus tôt, avec la Réforme, disaient les Allemands, ou avec la Renaissance, disaient les Italiens, ou avec la révolution industrielle et

Extrait de la publication

Le Retour de l'acteur
Fayard, 1984 ; rééd., 1989

Le Mouvement ouvrier
(avec Michel Wieviorka et François Dubet)
Fayard, 1984

Solidarité
(avec François Dubet, Jan Strzelecki, Michel Wieviorka)
Fayard, 1982

L'Après-Socialisme
Grasset, 1980

Mort d'une gauche
Galilée, 1979

Un désir d'histoire
Stock, 1977

Les Sociétés dépendantes
Duculot, 1976

La Société postindustrielle
Denoël, 1969

L'Évolution du travail ouvrier aux usines Renault
CNRS, 1955

DIRECTION D'OUVRAGES

Mouvements sociaux d'aujourd'hui
Acteurs et analyses
Éditions ouvrières, 1982

Les Travailleurs et les Changements techniques
OCDE, 1965

Extrait de la publication

La Civilisation industrielle
in Histoire générale du travail, tome IV
(avec Bernard Cazes, Jacques Dofny, Paul Mercier,
Bernard Mottez, Jean-René Treanton)
NLF, 1961

Extrait de la publication